

NOTE D'INFORMATION

LA SITUATION A BIRAO AU CENTRE DES PREOCCUPATIONS DU GOUVERNEMENT ET DE LA MINUSCA

Bangui, le 11 septembre 2019 – Le Gouvernement centrafricain et la MINUSCA, en coordination avec d'autres partenaires, sont à pied d'œuvre pour un retour définitif de la sécurité dans la ville de Birao (nord-ouest de la RCA), frappée le 1^{er} septembre 2019 par des combats entre le FPRC et le MLCJ. Ces violences et leurs conséquences sur la population ont dominé la conférence de presse conjointe, mercredi à Bangui, des porte-paroles du Gouvernement, Ange Maxime Kazagui, Ministre de la Communication et des médias, et celui de la MINUSCA, Vladimir Monteiro.

« Des survols aériens sont régulièrement effectués par la MINUSCA pour surveiller le mouvement des hommes armés et à ce jour, aucun mouvement n'a été signalé », a indiqué le porte-parole du Gouvernement, faisant état d'une accalmie et d'un retour au calme observé dans la ville. Ange Maxime Kazagui a également souligné que des actions humanitaires sont en train d'être mobilisées autour de la Ministre de l'Action humanitaire et de la réconciliation nationale, afin de porter secours aux personnes déplacées par les combats.

Le Ministre et porte-parole a annoncé au cours de ce point de presse, l'envoi prochain de policiers et gendarmes centrafricains dans la ville, afin d'assurer la protection des populations aux côtés des casques bleus. « Nous y avons discuté au Gouvernement et le Ministre de la Sécurité intérieure et nous nous sommes accordé qu'il y ait un déploiement des forces de sécurité intérieure à Birao », a indiqué le Ministre sans en préciser la date ni l'effectif. En condamnant à nouveau ces violences, Ange Maxime Kazagui a souligné que « le Gouvernement appelle à la responsabilité des garants de l'Accord de paix en ce qui concerne les sanctions conformément aux dispositions de l'accord. L'application des sanctions montrera qu'il existe un prix concret à payer pour ceux qui font obstruction sur le terrain au processus de paix ».

De son côté, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro a mentionné une série de mesures prises sur place par les soldats de la paix avec au moins 1.000 patrouilles depuis 10 jours, l'évacuation de 2700 civils des zones à risque au pic des combats, le désarmement d'éléments armés, l'occupation de points stratégiques de la ville et des survols aériens. « La Police de la MINUSCA avec les sections des Droits de l'Homme et Justice et en étroite collaboration avec les autorités centrafricaines, travaille sur plusieurs enquêtes notamment sur tous les cas de meurtres, de violences ainsi

que des incursions et pillages commis lors de ces déplacements, à l'avenir. Selon le porte-parole, le bureau local de la MINUSCA travaille également avec les leaders locaux, y compris le Sultan et l'organisation des femmes centrafricaines sur les questions de vivre ensemble et réconciliation. Sur les sanctions prévues dans l'Accord, le porte-parole de la MINUSCA a indiqué qu'un travail de clarification de l'article 35 est en cours, ce qui permettra bientôt de préciser le type de sanction prévue en cas de violation par une ou des parties.

Sur un autre sujet, le porte-parole a déclaré que la MINUSCA et l'UNICEF, vont appuyer l'UPC dans l'opérationnalisation du Plan d'action de prévention, recrutement et l'utilisation des enfants, les viols, les meurtres et les mutilations, ainsi que les attaques contre les écoles et les hôpitaux, signé le 21 août dernier par ce groupe armé. « En RCA, plus de 14.000 enfants ont été séparés des groupes armés depuis 2014 et l'UPC est le troisième groupe armé à signer un plan de ce genre après le MPC et le FPRC », a noté le porte-parole de la MINUSCA, rappelant que cela est le fruit du dialogue mené depuis des années par l'équipe spéciale sur la surveillance et la communication des six violations des droits de l'enfant dont font notamment partie la MINUSCA et l'UNICEF.